L’information et la critique des faits

Desplanques a dit dans le dernier numéro quelles sont les études qui nous intéressent principalement. La critique sociale a été abondamment faite, et tout a été dit à ce sujet. Nous voulons aller plus loin. Au lieu de gâcher du papier à critiquer les institutions bourgeoises, nous voulons étudier les possibilités de nouvelles formes sociales, nous occuper des questions d'éducation, de l'organisation communale, etc., etc.

D'ailleurs, pour faire de la critique sociale, il nous faudrait paraître plus souvent. C'est l'actualité qui illustre la critique et la rend vivante. Il y a longtemps que l'actualité est morte, lorsque les articles confiés à Desplanques sortent enfin du tirage. Je me hâte d'ajouter que Desplanques n'en est pas responsable.

Nous trouvons inutile de parler du gouvernement et de ses actes. L'autorité conduit toujours aux mêmes abus. M. de Monzie dénie aux instituteurs la liberté d'opinion. M. Chaumet agit brutalement contre la manifestation des téléphonistes, dite grève d'avertissement. La politique coloniale de Painlevé est forcément celle de tous les gouvernements précédents.

Il faudrait aussi des protestations sans nombre contre la politique des gouvernements étrangers. Au milieu de toutes les ignominies qui se commettent journellement, il est nécessaire de mettre au pilori la politique du gouvernement actuel de la Bulgarie. Nous sommes obligés de nous contenter d'insérer la note ci-dessous qui aurait dû passer dans un des numéros précédents :

Une vague de réaction féroce sévit en ce moment à l'Est de l'Europe. En Bulgarie, en Pologne, en Bessarabie, des

atrocités et des barbaries sans nom sont perpétrés dans ces pays par leurs gouvernements respectifs. Le sang coule en Pologne où des communistes sont condamnés à mort et exécutés, le sang coule à grands flots en Bulgarie où le meurtre et l'assassinat sont devenus l'arme légale d'un gouvernement farouche contre ouvriers et paysans, contre anarchistes et communistes ; en Bessarabie, des centaines d'ouvriers et paysans attendent le même sort aux mains du gouvernement roumain.

Nous ne pouvons passer sous silence ces ignominies quotidiennes d'une réaction en panique. Qu'importent les opinions politiques des persécutés quand c'est toute l'humanité qui souffre du martyre de ses enfants ! Qu'importe que ce soient des communistes qui tombent sous les coups de la brutalité gouvernementale, eux qui emploient les mêmes moyens de répression contre les révolutionnaires quand ils sont chez eux, en Russie ! Toute notre solidarité va aux révoltés, quels qu'ils soient. Toute notre opprobre va aux gouvernements, quels qu'ils soient, eux aussi.

[/S. C./]

[|* * * *|]

Nous recevons une protestation d'un club espéranto de Changaï sur la conduite de la police anglaise durant les troubles récents qui ont ensanglanté cette ville. Autant qu'il nous semble, le conflit est originairement d'ordre économique : les patrons (Européens) contre leurs ouvriers (Chinois), mais il est tout naturel qu'il dévie en un conflit de race. Nous avons demandé à un de nos camarades chinois de nous préciser les faits, en rattachant cet incident à la lutte universelle et éternelle.

[|* * * *|]

Les journaux annoncent qu'on a volé à Nice, dans la villa d'un résident de France au Cambodge, la statue en bronze d'une

divinité indo-chinoise, statue très ancienne et de grande valeur. Les journaux ne nous disent pas où le résident au Cambodge a lui-même « acheté » la statue.